

# Euro-Titanic : Record battu pour les taux d'obligation à 10 ans de l'Espagne





- => RECORD HISTORIQUE BATTU POUR LE TAUX DES OBLIGATIONS À 10 ANS DE L'ESPAGNE : 7,27100 %
- => LA BCE N'ACCEPTÉ PLUS LES TITRES GRECS EN GARANTIE
- => L'EURO POURRAIT DÉSORMAIS ÉCLATER A TOUT INSTANT
- => AFFOLÉES, LES BOURSES EUROPÉENNES S'EFFONDRENT

Les obligations à 10 ans viennent de battre un nouveau record historique, à 7,27100 %. Comme le montre le graphique actualisé ci-joint, qui retrace l'évolution des taux d'intérêt sur les obligations espagnoles à 10 ans, ce taux pulvérise tous les records antérieurs, notamment :

a)- celui du 25 novembre 2011, où il avait atteint 6,700000 %

b)- celui du 18 juin dernier, où il avait atteint 7,16000 %, niveau catastrophique qui avait conduit au fameux "Sommet de la Dernière chance" où François Hollande, l'Espagne et l'Italie avaient, 'd'après le journal Le Monde, «

[source : <http://www.bloomberg.com/quote/GSPG10YR:IND> ]

Ce record historique du taux des obligations espagnoles à 10 ans témoigne d'une méfiance sans précédent des marchés financiers mondiaux quant à la capacité de l'Espagne à ne pas sombrer dans la faillite. Cette méfiance a été alimentée :

- par les manifestations monstres qui ont été enregistrées dans 80 villes d'Espagne contre le plan de carnage social imposé par l'UE via le gouvernement fantoche de Madrid (cf. mon article d'hier à leur sujet)
- par l'appel au secours lancé aujourd'hui par la région espagnole de Valence, qui a demandé à bénéficier du mécanisme d'aide de quelque 18 milliards d'euros proposé par le gouvernement pour assainir les finances publiques des régions.

## **LA BCE N'ACCEPTÉ PLUS LES TITRES GRECS EN GARANTIE**

Un malheur n'arrivant jamais seul, on a appris au même moment que la Banque centrale européenne (BCE) a décidé de ne plus accepter « pour le moment » que les banques déposent en garantie auprès d'elle des titres de dette émis par la Grèce.

[source : [http://www.romandie.com/news/n/Zone\\_euro\\_la\\_BCE\\_n\\_accepte\\_plus\\_temporairement\\_la\\_dette\\_grecque\\_en\\_garantie89200720121612.asp](http://www.romandie.com/news/n/Zone_euro_la_BCE_n_accepte_plus_temporairement_la_dette_grecque_en_garantie89200720121612.asp)]

Cette décision est annoncée comme étant provisoire et faite « dans l'attente du rapport de la troïka sur l'état d'avancement des réformes dans le pays. »

Mais elle n'en constitue pas moins un nouveau signal de désintégration rapide de la zone euro.

Elle signifie en effet qu'il est désormais officiellement reconnu que les titres d'un État membre de la zone euro sont potentiellement insolubles, et que les États membres de la zone euro ne sont donc plus sur un strict pied d'égalité juridique.

Pour être précis, une mesure identique avait été prise l'an dernier, au plus fort de la crise grecque, lorsqu'il était apparu que la Grèce ne pourrait pas honorer ses échéances d'emprunt. Mais le plan de sauvetage, et l'abandon d'une partie très importante des créances sur la Grèce par les banques qui avaient fictivement présenté cet abandon comme "volontaire", avaient permis de ne pas déclarer la Grèce techniquement "en défaut" de paiement.

C'est cet artifice qui avait permis à la BCE de reprendre ensuite les titres grecs en garantie.

Mais à l'évidence, l'artifice est désormais abandonné et l'insolvabilité de la Grèce revient en force sur le devant de la scène.

## **LA MISSION CONFIDENTIELLE DE LA "TROÏKA" VIENT DE CONCLURE AU FAIT QUE LA SORTIE DE LA GRÈCE DE L'EURO EST DÉSORMAIS INÉLUCTABLE**

Cette décision soudaine de la BCE ne tombe pas du ciel.

D'après les informations confidentielles dont je dispose, certains responsables de la troïka (UE, BCE, FMI) se sont rendus en Grèce très discrètement au cours des derniers jours et sont revenus avec la conviction que, quel que soit le cas de figure, la Grèce ne peut plus faire autrement que de sortir rapidement de l'euro.

Un pessimisme extrême a envahi les couloirs de la Commission européenne et de l'institution de Francfort car aucune simulation macro-économique, même outrancièrement optimiste, ne permet plus désormais d'envisager que

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
la Grèce respecte les échéances de remboursement ni les engagements de réduction de déficits publics qu'elle a pris.

Le refus de Berlin, mais aussi de La Haye et Helsinki, de transiger sur ces échéances en réaménageant pour la énième fois les conditions d'un plan de sauvetage, permet de clore la discussion : la Grèce va sortir de l'euro.

Les deux questions qui restent sont : quand ? et comment ?

## **ATTENTION : L'EURO POURRAIT DÉSORMAIS ÉCLATER À TOUT INSTANT, SANS QUE LES EUROPÉISTES L'AVOUENT**

Le distinguo juridique qui vient d'être décidé par la BCE doit être examiné avec la plus grande vigilance par les observateurs et les journalistes qui souhaiteraient faire leur métier plutôt que de nous raconter que le pauvre François Hollande a « fait plier Mme Merkel ».

Cette décision de la BCE pourrait en effet préfigurer une annonce soudaine, d'apparence technique, qui signifierait le départ de la Grèce de la zone euro.

Il suffirait que la BCE (prenant tout le monde de cours par exemple lors d'un week-end estival...) décide de « suspendre provisoirement la Grèce du système Target 2 », c'est-à-dire du système de paiement qui permet actuellement aux banques de l'Union européenne de transférer des fonds en temps réel par delà les frontières des États-membres, et cela de façon illimitée et au taux de change de 1 pour 1.

En termes juridiques et technique, cette décision reviendrait à ne plus rendre fongible le passif du bilan de la Banque centrale de Grèce avec celui de la BCE.

Formellement, cette décision pourrait être présentée hypocritement comme « temporaire » et comme « technique ».

De fait, comme il n'y a pas 1 Français sur 10.000 qui sache ce qu'est Target 2, la décision pourrait être camouflée par nos médias asservis pendant quelques jours aux opinions publiques.

Mais, très concrètement, elle signifierait que les euros en Grèce ne pourraient plus être transférés librement et au taux de 1 pour 1 vers les autres États de la zone euro.

La conséquence immédiate en serait que les Grecs désireux de se procurer des euros pour faire des achats en France, en Allemagne, etc., devraient convertir leurs euros en Grèce en euros du reste de la zone euro.

Ce qui donnerait instantanément naissance à un marché des changes entre les euros grecs non transférables d'un côté, et les euros transférables de la zone euro de l'autre côté.

Compte tenu de la situation, les euros grecs non transférables subiraient une forte décote par rapport aux euros transférables de la zone euro. Un euro grec pourrait ne plus valoir, par exemple, que 0,65 ou 0,70 euro transférable.

De facto, la Grèce serait sortie de l'euro. L'officialisation de cette sortie pourrait se faire ultérieurement, avec l'émission de nouvelles drachmes.

Comme je l'ai expliqué dans ma conférence "La Tragédie de l'euro", cette sortie en catimini de la Grèce se solderait en outre par un coût colossal pour les États restants dans la zone euro : de l'ordre de 60 milliards d'euros pour la seule France.

## **CONCLUSION : LE NAUFRAGE SE POURSUIT INEXORABLEMENT**

L'ensemble de ces informations a fait chuter les Bourses européennes : la Bourse de Madrid a clôturé en chute libre de - 5,82%, Paris a dégringolé de -2,14 %, Francfort de -1 ,90 %, et Wall street baisse actuellement (à 19h10, 20/07) de - 0,92 %, ce qui est beaucoup pour la première capitalisation mondiale.

## **Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~  
Au même moment, l'euro est reparti fortement à la baisse, en chutant de -0,87 % à 1,2166 dollar.

L'agonie de l'euro se poursuit donc, conformément à ce que je n'ai cessé d'analyser et de prévoir depuis plusieurs années. Comme dans une tragédie grecque, certains acteurs tentent de tout faire pour empêcher l'issue fatale, mais ces tentatives désespérées n'ont pour effet que de rendre plus désastreuses encore les conséquences à venir de ce naufrage continental.

Une nouvelle fois, j'adjure les responsables politiques français de prendre avec lucidité toute la mesure de la situation. Ils doivent prendre l'initiative de faire sortir la France de ce désastre avant qu'il ne soit trop tard et que nous ne soyons entraînés dans une spirale de coûts financiers de plus en plus délirants.

Je ne me fais bien entendu pas d'illusion sur la probabilité que je sois entendu. C'est la raison pour laquelle j'appelle tous mes lecteurs à prendre la décision de sauter le pas et de rejoindre maintenant notre rassemblement.

**François ASSELINEAU**